solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste
(Courant syndicaliste revolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

SEPTIEME ANNEE Nº 75 PRIX : 1,50 F PUBLICATION MENSUELLE Nº CCAP : 130 D 73 OCTOBRE 1977

conférence nationale des travailleurs libertaires

Les 29, 30, 31 octobre et le 1er novembre a lieu une conférence nationale des travailleurs libertaires, à l'initiative de l'Alliance syndicaliste, de l'Union des travailleurs communistes libertaires, du groupe communiste libertaire de Nancy, du groupe anarcho-syndicaliste de Rouen, du groupe communiste libertaire d'Angers.

Depuis un certain temps également, des contacts existaient avec des groupes libertaires autonomes de province. L'idée de tenter de créer une coordination est venue naturellement, d'une part parce que la situation politique de la France d'aujourd'hui, la crise économique mondiale, rendent de plus en plus nécessaire la construction d'une alternative libertaire de masse ; d'autre part parce que les contacts qui existaient entre les groupes initiateurs de la rencontre avaient révélé une volonté de construire cette alternative.

Le mouvement ouvrier libertaire existe : il est constitué des militants affiliés à des organisations ou faisant partie de groupes autonomes, et qui militent dans les syndicats, hors des syndicats, dans les entreprises et dans les quartiers. Unis sur des bases minimales claires permettant de faire sans exclusives la synthèse des différents modes d'intervention, ce mouvement ouvrier peut être capable demain de constituer une force politique qui compte.

Nous ne pensons pas que la réalisation de cette unité d'action sera facile. De nombreux militants en province, qui essaient de réaliser, avec beaucoup de difficultés, cette unité d'action sur le plan régional, penseront peut-être que cette initiative est prématurée.

Des tentatives de regroupement régional existant déjà et souvent, les camarades ont à surmonter d'énormes difficultés. Mais la conférence nationale des travailleurs libertaires ne sauraient être un handicap au succès des regroupements régionaux qui se constituent, au contraire : dans la mesure où d'ores et déjà des groupes régionaux sont prêts à débattre d'une unité d'action dépassant le cadre régional, cela peut se révéler comme une stimulant pour les autres groupes, qui pourront alors se voir offrir un soutien pratique.

Les militants de l'Alliance ne viendront pas à cette conférence avec l'idée de faire passer un « ligne », de gagner quelques adhérents, ou de vendre quelques abonnements. Pour nous, l'enjeu est trop grand pour qu'on se perde dans des considérations à courte vue : l'enjeu, c'est la constitution d'un mouvement ouvrier libertaire de masse en France. C'est une responsabilité, vis-à-vis de nous-mêmes comme vis-àvis du mouvement libertaire international.

Le succès de la conférence dépendra en grande partie de notre capacité de débattre de façon non sectaire ; il dépendra également de la capacité de l'ensemble des participants à être vigilants et à dénoncer toute tentative – d'où qu'elle vienne – de briser l'unité que nous voulons réaliser.

Le mouvement libertaire français a toujours donné naissance, particulièrement après 1945, à nombre d'organisations spécifiques, pour reprendre le vocabulaire de nos camarades espagnols.

En revanche les organisations de travailleurs, à base de recrutement plus large et agissant directement dans la lutte des classes sur une base libertaire, sont peu nombreuses, et n'ont jamais réussi à regrouper la totalité du mouvement.

C'est en partant de cette réalité et en constatant qu'un grand nombre de travailleurs libertaires, anarchosyndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires militaient en dehors de ces organisations, que des anarchosyndicalistes tentèrent de lancer une organisation commune de tous ceux qui se réclamaient du syndicalisme et de l'anarchisme et qui exerçaient une activité militante parmi les travailleurs, où que ce soit, dans les centrales syndicales dominées par d'autres courants politiques, dans des groupes de travailleurs autonomes, ou à la CNT française.

Le bilan de notre activité en ce qui concerne le travail dans la classe ouvrière est positif, eu égard à nos forces réelles. Mais notre tentative de constituer un pôle de regroupement de travailleurs libertaires est un échec. L'Alliance est rapidement apparue comme une nouvelle organisation spécifique, ce qui n'était pas notre projet initial.

Aujourd'hui, il nous paraît important de tenir compte de quatre facteurs :

1) Les organisations spécifiques libertaires se sont multipliées et le plus souvent ne trouvent qu'en des occasions limitées le moyen de travailler de concert (par exemple le meeting de soutien à la grève de Roca ou la constitution du collectif Espagne révolutionnaire).

2) Un nombre plus important de militants libertaires travaillent de manière autonome, notamment en province, soit dans les syndicats réformistes, soit dans des groupes locaux, parfois autour de publications.

3) A la différence de l'Espagne, il manque à l'ensemble des organisations et des groupes la référence historique à une organisation, à un sigle dans lesquels pourraient se retrouver les militants afin de trouver le chemin de l'unité.

4) La renaissance de la CNT espagnole est ressentie par les camarades – ou leur quasi-totalité, mis à part ceux qui combattent toute forme d'organisation syndicale ou de classe et qui sont influencés par l'ultra-gauche marxiste ou par le léninisme – comme un espoir, un modèle et un encouragement.

Ces quatre éléments de la réalité libertaire d'aujourd'hui nous amènent à penser que l'AIT, par l'intermédiaire de sa section française, pourrait être l'idée, le projet, le sigle fédérateur des diverses activités militantes du mouvement.

A notre point de vue, cette section française, se basant au plan théorique sur les dix points de l'AIT, devra en conséquence diversifier son activité selon trois axes :

1) renforcer là où c'est possible la CNT française ;

2) coordonner le travail de minorité que font les anarchosyndicalistes dans les centrales syndicales réformistes ;

3) coordonner les groupes autonomes de travailleurs se plaçant sur une orientation syndicaliste révolutionnaire ou communiste libertaire là où la situation rend leur constitution nécessaire.

Un contrat d'organisation fédératif devra se conclure entre les militants travaillant dans les diverses activités, par fédérations locales, régionales et nationale – cette dernière étant la section française de l'AIT elle-même. Nous pensons qu'une structure par industrie serait pour commencer la meilleure base des fédérations locales, avec groupes d'usine ou d'industrie.

Un tel instrument organique pourra nous permettre d'apparaître unis parmi les travailleurs et l'opinion publique. Il nous donnera les moyens pratiques, économiques et en militants, pour développer un travail public de propagande, d'explications et d'interventions.

Cette esquisse, rapidement décrite, est ce qui nous paraît le plus souhaitable, restant entendu que le travail le plus important est celui assuré par les militants dans les entreprises et sur le lieu d'habitation.

Notre position n'et pas figée ; nous souhaitons en faire part à l'ensemble du mouvement libertaire afin qu'elle constitue une base de discussion et de débat.

Les problèmes théoriques en discussion dans le mouvement ne seront pas réglés pour autant. Les camarades espagnols, sur ce plan, comme sur beaucoup d'autres, nous montrent la voie. Il sont su constituer leur organisation malgré des points de vue différents sur certaines questions. C'est précisément dans une organisation unitaire et militante que nous pourrons débattre des divergences ou des questions qui posent problèmes. Et cette organisation nous permettra en outre de juger sur pièces, c'est-à-dire de voir quelle est la stratégie la plus appropriée pour developper l'anarchosyndicalisme et le communisme libertaire parmi les travailleurs.

Si ce projet voit le jour, ce ne pourra être qu'à long terme, après un débat dans l'ensemble du mouvement. Souhaitons qu'en 1978, lorsque les partis de la gauche parlementaire seront (peut-être) au pouvoir, le mouvement libertaire français pourra, en étant organisé à côté des camarades des autres pays au sein de l'AIT, jouer son rôle parmi les travailleurs.

CONFERENCE NATIONALE

contribution au

Le contexte politique actuel de la France est entièrement dominé par la perspective des élections législatives de 1978. L'incapacité montrée par la droite à gérer sa propre crise rend plus que probable l'élection d'une majorité de gauche au parlement. L'ensemble des partis et groupes politiques, avec des degrés divers de fébrilité, d'inquiétude ou de panique, se prépare devant cette perspective. La presque totalité de la classe ouvrière se nourrit de l'illusion que son sort va s'améliorer si la gauche passe.

En attendant, de très nombreuses grèves éclatent dans tous les secteurs de l'économie, des banques à la métallurgie, des postes à la sidérurgie.

Les appareils syndicaux sont engagés dans une double voie : d'une part ils tentent d'expliquer aux travailleurs que seule l'arrivée au pouvoir de la gauche pourra résoudre leurs problèmes ; d'autre part ils prennent leurs précautions pour l'après 78 en éliminant tout embryon d'opposition interne dans leurs organisations. A la CGT, l'exclusion de militants du Livre de Rouen, à la CFDT la suspension de l'union départementale de la Gironde préfigurent un mouvement qui ne peut aller qu'en s'amplifiant.

La chasse aux sorcières commence. Peu à peu le critère d'adhésion aux organisations syndicales se modifie, sinon statutairement, du moins dans les faits : pour adhérer, il ne suffit plus d'être salarié, il faut être d'accord avec le programme commun.

Aujourd'hui, presque dix ans après la grève générale qui a bloqué l'économie du pays pendant plus d'un mois, le mouvement révolutionnaire, et plus particulièrement le mouvement libertaire, n'est pas capable d'offrir aux travailleurs une perspective crédible.

Au sein du mouvement révolutionnaire, le mouvement libertaire fait figure de parent pauvre, alors que par ailleurs on s'accorde pour constater une remontée des thèmes libertaires dans la classe ouvrière. Chercher les raisons de cette situation implique qu'il faut analyser les faiblesses de notre mouvement, du point de vue de son mode d'organisation, de son apport (ou manque d'apport) théoriques, des tâches politiques qu'il s'est fixées, des perspectives qu'il a apportées.

Aujourd'hui se pose le problème urgent de l'intervention unifiée et coordonnée des libertaires, et plus particulièrement des militants ouvriers. A notre sens trois préalables sont nécessaires à toute discussion sur ce point.

RENOUER AVEC LE LIBRE DEBAT POLITIQUE

Le sectarisme est l'attitude qui consiste à considérer que les divergences qui séparent les individus ou les groupes, sont plus déterminantes que les points communs qui les rapprochent. Cette attitude n'a pas épargné le mouvement libertaire, en France. Cette pratique avait d'autant plus tendance à se développer que le mouvement avait une faible pratique dans la classe ouvrière, qu'il était loin des problèmes concrets des travailleurs ; il était en conséquence prédisposé à se diviser sur des questions idéologiques secondaires.

Il est temps de renouer avec le libre débat politique dans le mouvement ouvrier et aussi avec les pratiques organisationnelles qui permettent de rendre le libre débat utile et efficace. Les divisions qui frappent le mouvement libertaire ne sont pas cependant toutes artificielles. Elles sont de plusieurs origines.

a) un recrutement hétéroclite qui prétend faire cohabiter dans la même organisation des individus appartenant à des couches ou classes sociales aux intérêts divergents ;

b) des oppositions de personnalités et des conflits de pouvoir. Il arrive qu'on préfère être le premier dans son village que le second à Rome. Autrement dit on préfèrera éviter une réunification pour pouvoir garder son ascendant sur le groupe où on milite.

c) la confusion organisationnelle et politique qui tend soit,

– à fragmenter à l'extrême l'organisation en une multiplicité de groupes indépendants et sans cohésion réelle, ce qui rend le débat possible mais l'empêche d'avoir un débouché concret ;

– à procéder par excès de centralisation, ce qui étouffe le débat réel et donne libre cours à des pratiques manipulatoires.

Les crises successives du mouvement libertaire en France, ses divisions, n'auraient pas eu lieu si au sein du mouvement on avait pris l'habitude de débattre des divergences tactiques, stratégiques, autrement qu'avec des anathèmes et des préjugés d'un autre âge.

Ces débats auraient pu avoir lieu si le mouvement libertaire s'était donné les moyens organisationnels qui permettent la mise en place d'un débat politique, et qui permettent que ce débat aboutisse sur des orientations claires :

– d'une part il ne sert à rien de débattre librement s'il faut atteindre l'unanimité des opinions pour agir ;

– d'autre part il ne sert à rien de débattre en cercle fermé s'il n'est pas possible de communiquer librement avec les autres groupes de l'organisation.

Mais débattre sans sectarisme et avac la volonté d'aboutir à une action constructive n'est pas suffisant. Encore faut-il déterminer avec qui on débat. Notre proposition sur ce point est extrêmement claire : éliminons les petits-bourgeois, éliminons les petits chefs, organisons le dét.. entre travailleurs.

RENOUER AVEC L'ANARCHISME PROLETARIEN

L'anarchisme en France a suivi deux orientations divergentes : dans le premier cas il considérait que l'élément déterminant du militant anarchiste était l'idée et la « position d'esprit » ; dans le second cas il considérait que c'était la position sociale. Il pouvait être reproché aux uns et aux autres de s'entendre avec des bourgeois parce qu'ils avaient une « position d'esprit » anarchiste ; il était reproché aux autres de s'entendre avec des staliniens parce que c'étaient des ouvriers.

Depuis la fin de la guerre, le mouvement anarchiste français n'a jamais posé comme principe la priorité absolue de l'intervention au sein de la classe ouvrière et à plus forte raison, il ne s'est jamais donné les moyens organisationnels de cette politique. Pourtant, on constate que les militants ouvriers libertaires n'ont jamais cessé d'être présents sur la scène des luttes sociales dans et hors des entreprises. Leur nombre s'accroît progressivement, mais ils restent isolés, dans le cadre étroit d'un groupe d'entreprise ou d'un groupe local. Le mouvement libertaire réel, celui des militants ouvriers, s'est constitué en dehors des organisations.

Si les militants ouvriers libertaires désertent les organisations, c'est parce que celles-ci, par excès de fragmentation ou par excès de centralisation, ne leur servent à rien : elles ne constituent pas un soutien matériel réel et efficace à leur action réelle au jour le jour ; elles suscitent une méfiance légitime de la part des militants qui sont éloignés des « sièges sociaux ».

L'excès d'organisation et de centralisation pousse à la subordination de la base à la minorité de dirigeants qui détiennent le contrôle des structures de l'appareil.

Mais l'excès de fragmentation et de décentralisation pousse également à la subordination de la base à ceux qui détiennent le pouvoir idéologique, à ceux qui imposent leur volonté par la force de leur personnalité.

Ces deux vices d'organisation se rejoignent en ce sens qu'ils permettent l'absence de structures réelles de décision par la base et l'absence de structures de contrôle par la base.

C'est ainsi que peut s'expliquer la volonté d'autonomie de nombreux groupes locaux, dans la plupart des villes du pays. La force et la faiblesse en même temps du mouvement libertaire est qu'il peut jusqu'à un certain point, se passer d'organisation structurée nationalement ; un groupe de travailleurs s'orga-

Une autre force du mouvement des travailleurs libertaires est qu'il existe réellement, préalablement à toute organisation structurée. Pour les groupes marxistes, le processus de formation implique d'abord la constitution, à quelques individus, d'une « direction » et d'une « organisation » qui se cherche ensuite une base ; pour le mouvement des travailleurs libertaires, on se trouve au contraire, en présence d'une base nombreuse et active qu'il s'agit de coordonner.

nise localement sur la base de principes libertaires et on crée un groupe libertaire capable de fonctionner, de se développer, d'avoir une vie propre. Cela est inconcevable pour l'extrême-gauche marxiste, qui se détermine à partir de critères idéologiques principalement.

Si la multiplicité des groupes qui constituent le mouvement libertaire réel, vivant, et actif, se rassemblaient, cela permettrait de créer la plus importante force organisée de l'extrême-gauche dans la classe ouvrière.

débat

RENOUER AVEC LE FEDERALISME

Le principe libertaire d'organisation – le fédéralisme – n'est pas une défroque vide. Son application seule permettra d'instaurer dans le mouvement un débat fructueux sur les moyens, sur la stratégie, sur les modes d'intervention.

Débat ne signifie pas discussion libre ne débouchant sur aucune pratique. Il ne signifie pas non plus discussion limitée débouchant sur une pratique qu'on n'a pas réellement discutée. Le fédéralisme seul permettra de rassembler dans un ensemble efficace des pratiques diversifiées et complémentaires.

Cependant, de multiples interprétations sont données à cette notion dans le mouvement libertaire. Certains y voient seulement l'idée d'autonomie des groupes de base, d'autres, beaucoup moins nombreux dans le mouvement libertaire, retiennent l'aspect centraliste.

●

Le fédéralisme est un mode d'organisation qui allie le mouvement de la base au sommet et du sommet à la base. Dans ce mouvement ascendant et descendant, il faut distinguer le processus de prise de décision et le processus d'application des décisions.

1) Dans le « fédéralisme » appliqué par des centrales syndicales aujourd'hui, on considère que l'« autonomie » des structures de base se limite aux décisions concernant les seuls problèmes locaux ou d'entreprise. Ainsi les grands débats de fond sont-ils réservés aux organismes dirigeants qui décident les orientations générales de l'organisation en y mettant une façade démocratique pour sauver les apparences. L'exemple le plus caractéristique concerne la décision par la CGT et la CFDT de soutenir le programme commun : aucun débat de fond n'a eu lieu sur cette question, à la base. En matière d'autonomie de décision, les organismes de base ont, à la limite, simplement le droit de choisir la couleur du papier pour leurs tracts.

2) Si les organismes de base n'ont pas grand-chose à dire dans le processus de décision, on considère en revanche qu'une fois les orientations prises par ceux qui sont au sommet, elles doivent être obligatoirement appliquées par ceux qui ne les ont pas réellement décidées.

●

De telles pratiques sont à notre avis un travestissement de fédéralisme. L'autonomie des groupements locaux n'est pas limitative aux seuls problèmes locaux. Dans le processus de prise de décision, ils ont à prendre position sur tous les problèmes qui peuvent intéresser l'organisation.

Outre le mouvement ascendant et descendant, le fédéralisme implique le mouvement de la base à la base, c'est-à-dire la liaison des groupes de base entre eux. C'est cette même liaison qui est la véritable garante de la démocratie interne.

Ce qui définit le centralisme « démocratique », est précisément que chaque structure de base est obligée d'en référer à l'instance supérieure si elle veut contacter une autre structure de base. Le fédéralisme exclut formellement de telles pratiques.

En ce qui concerne le processus d'application des décisions, le fédéralisme présuppose une volonté commune de pensée et d'action, qu'il ne faut pas confondre avec uniformisation. Il n'est pas synonyme d'agglutinement artificiel des groupes et d'individus aux volontés disparates, aux intérêts opposés.

●

Si le sommet n'a pas à se mêler de régenter dans le détail ce qui se passe au niveau local ou régional, en contrepartie chaque niveau de l'organisation ne doit pas outrepasser le domaine de son champ d'application. Si un groupe local décide de faire un communiqué de presse soutenant le programme commun ou le programme nucléaire, il sortirait manifestement de son domaine de décision. Non qu'il n'ait pas le droit de donner son point de vue, mais il engagerait alors en son seul nom l'ensemble des militants de l'organisation. Sur de tels problèmes, c'est à l'ensemble de l'organisation – et non à une direction centrale quelconque – de prendre position.

Dans l'hypothèse d'une autonomie absolue des groupes, on n'a plus affaire à une organisation, mais à autant d'organisations qu'il y a de groupes. Le vrai problème est donc de déterminer clairement le domaine d'intervention de chaque niveau de l'organisation.

●

Le fédéralisme seul permet de rassembler grâce à un pacte associatif unifiant et sur la base d'une pratique réelle, des groupes de travailleurs déjà constitués, qui ont une expérience propre de la lutte, qui n'ont pas à apprendre d'une direction éclairée ce qu'ils doivent penser et ce qu'ils doivent faire, mais qui ont la volonté d'amplifier la portée de leur action par la voix des militants présents partout dans le pays.

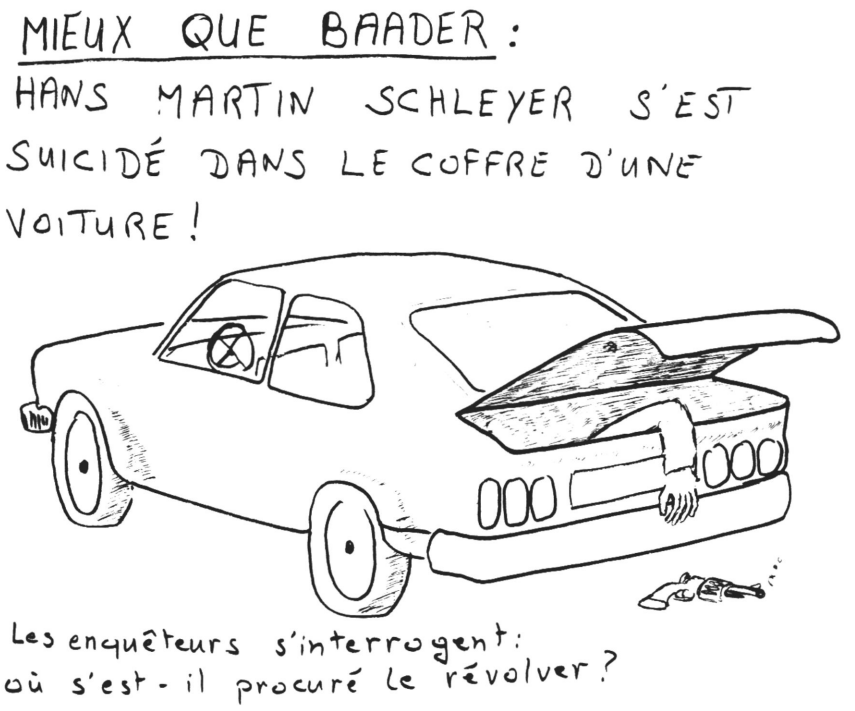
TERRORISME

AMATEURS ET PROFESSIONNELS

Une vague de terrorisme s'est abattue sur la France et le monde, faisant quantité de victimes innocentes. La population de ce pays doit rester vigilante et démasquer ces terroristes sans hésiter. Liés à des organisations internationales, ils n'hésitent pas à s'attaquer même aux femmes et aux enfants. De plus, ils sont infiltrés partout et bénéficient de multiples protections et complicités.

Ainsi, une femme de 63 ans, employée à pousser des wagons de chemin de fer, est morte au travail. Un juge terroriste a condamné une mère de famille pour un chèque sans provision de 25 francs, provoquant le suicide de son fils. Des familles entières sont précipitées à la rue par des promoteurs terroristes qui les expulsent de leurs foyers. Des constructeurs immobiliers terroristes ont bâti une école en matières extrêmement inflammables dont l'incendie a causé des dizaines de victimes. Chaque jour, des ouvriers sont pris en otage par des patrons terroristes et tombent dans des cuves d'acide, du métal en fusion, sont écrasés par des broyeurs, sont précipités dans le vide, ou tout simplement assassinés à coups de fusil. Ces assassins ne sont jamais poursuivis ou s'en tirent avec des amendes mineures.

Leurs organisations s'appellent Etat, Magistrature, Capital, société multinationale, Administration, Banque. Mais il faut savoir que ces terroristes ne sont pas invincibles. Cependant, pour les vaincre, il est totalement inefficace, voire nuisible, d'employer à l'échelle artisanale les méthodes qu'eux-mêmes emploient à grande échelle : meurtres, enlèvements, attentats. Les armes pour les vaincre efficacement s'appellent : propagande révolutionnaire, organisation révolutionnaire, révolution prolétarienne, communisme libertaire.



écologie

ECO 78

fièvre électorale chez les Verts

Quinze août 1977 : ça tombe un lundi... Une bonne quarantaine d'écologistes se retrouvent à Montredon, sur le causse Larzac. Sont réunis là, la plupart des grosses têtes du mouvement « Ecologie 78 » : Lalonde, Lebreton, Bonhomme, Klein, Masson, Diaz, Hervé, accompagnés des Cabu, d'Arthur et consorts.

L'objectif de la journée : mettre au point la fameuse « charte écologique », derrière laquelle doivent en mars 78 se présenter les candidats « verts » choisis par le mouvement.

Officiellement, la réunion se situe dans le cadre de « Larzac-Université Populaire ». L.U.P., c'est un lieu de rencontres et d'échanges ouvert à tous. Depuis 76, il a pu devenir un ilot de libre expression, malgré les divers pressions et enjeux dont il l'objet de la part de ceux qui assurent effectivement la direction de la « lutte des 103 paysans du Larzac » (gros agriculteurs, dirigeants « non violents », etc.).

A L.U.P., les gens viennent, vivent, débattent, s'en vont, le tout dans un brave climat d'autogestion...

On apprend que la réunion se tient à deux pas de là ; on a envie d'y assister, le sujet nous concerne en tant que travailleurs et en tant qu'individus. Bien sûr, nous ne sommes pas des écologistes patentés, mais, de toutes façons, ce qui se fait dans Larzac Université reste jusqu'à nouvel ordre, ouvert à tous !

Les « verts » nous réservent un accueil plutôt froid, « Qui sommes-nous ? Sommes-nous écologistes ? Qui nous délègue ? ». D'entrée, on se sent comme des intrus... On comprendra mieux le pourquoi lorsqu'une heure après, un copain, docker à Saint-Nazaire, interviendra dans leur débat sur les problèmes que l'emploi et l'orientation de la production posent à leur écologie. On assiste alors à une levée de boucliers quasi unanime de nos écologistes... A tel point que la réunion ne pourra maintenir son ordre du jour ; une sacrée débandade ! On a dû tomber juste, sans vraiment le faire exprès ! Bilan de la journée : leur débat n'aura guère progressé. Pratiquement, ils décideront dans l'après-midi de reconduire à plus tard, vers la mi-septembre, le programme de travail initialement prévu à Monredon. Comme quoi une petite poignée de gars parlant en leur nom, à partir de leur pratique, et exprimant les problèmes de pas mal d'autres, peut allègrement jouer les chiens dans les jeux de quilles de ceux qui prétendent au pouvoir !

Bien entendu, ça n'a pas empêché les journaux qui ont parlé de cette rencontre, d'ignorer notre intervention et ses conséquences.

ELEMENTS D'UNE STRATEGIE DES ECOLOS FACE AUX ELECTIONS

Dans le courant agité de la matinée, l'un des participants a résumé la situation et fait le point des débats à Eco 78 :

1) Le Mouvement écologique représente un poids politique certain : « Une évidence s'impose, il faudra compter avec les écologistes en 78 ! »

2) Plusieurs stratégies sont envisagées dans le but de gagner des électeurs et de faire adopter la plate-forme :

* la dominante paraît être de constituer un groupe de pression sur le Pouvoir, ou plus exactement sur les partis. « Les élections sont pour nous l'occasion d'une espèce de chantage sur les partis... », « Si l'on obtient de bons résultats aux élections, ça rendra crédible notre alternative, ça augmentera notre pouvoir de pression... », « Il s'agit de consolider le rapport de forces qui nous est actuellement favorable ; un peu partout, on peut obtenir 5 à 10% des voix, ça suffit largement pour faire pression ».

* une seconde option (qui a été celle de Dumont, celle d'une sorte de « parti écologique ») est de s'affirmer en tant qu'entité politique autonome : « Il s'agirait de jouer une stratégie autonome, proposant des modes de fonctionnement social différents... ». Même si elle semble séduire un certain nombre, elle ne recueille que peu de suffrages au sein du groupe.

* Sans s'opposer à la première, une troisième optique se présente, qui voit dans l'écologie une alternative au « Politique ». A nos yeux, son caractere utopique et autosatisfaisant, lui permet de rallier autour d'elle bon nombre de ceux qui, au plan pratique, penchent vers l'une des deux premières. En fait, elle n'a de sens que si les écologistes bénéficiaient d'un véritable « raz de marée »,... ce qui, ajoute l'un d'eux, « risquerait de nous amener à raccoler le public en disant n'importe quoi, quitte à tomber dans le piège de l'électoralisme ! ».

3) Refus de se situer sur l'échiquier politique traditionnel gauche/droite et affirmation de l'autonomie du mouvement écologique : « Il n'est plus possible de raisonner seulement en termes de gauche/droite, la réalité sociale ne se réduit pas à ça. Cette opposition, précisément, ne permet plus à la société de fonctionner... ; c'est là notre avantage en tant qu'écologistes ! L'écologie implique un principe de diversité : faut jouer sur les différences... », explique l'un. Lebreton ajoute : « Droite, gauche, il faut rester très libéral au niveau des individus ; ils peuvent toujours changer. Par contre, au niveau des partis, c'est autre chose. Avec ceux de droite, la négociation est impossible... ». Bonhomme précise :

« Je crois qu'il faudra négocier avec les partis de gauche. On n'a pas intérêt au maintien de la droite ; par ailleurs, la population ne comprendrait pas une politique du tout ou rien. Toutefois, la négociation avec la gauche ne doit pas se faire à n'importe quel prix ! ». Un autre conteste : « Il y a, c'est certain, des gens au bureau du P.S. qui partagent nos points de vue sur le nucléaire. Mais Christiane Mora, déléguée à l'Environnement, a beau nous faire des promesses, elle se trouve en désaccord avec Chapuis, délégué à l'Industrie... Non, il n'est pas possible de faire confiance aux appareils, aux responsables ! Faut surtout pas discuter avec les appareils, et encore moins entre les deux tours... Ne serait-ce que parce que certains députés, pour garder leur siège, iraient jusqu'à reprendre notre plate-forme, par pur opportunisme ! »

Donc, ça penche vers la gauche, mais de façon conditionnelle : *l'idée qui prévaut, est de faire pression sur elle au maximum*, par exemple pour arriver au blocage du programme nucléaire, l'objectif nº 1 : *« Il n'y a rien à attendre d'eux dans des négociations,...* localement comme au niveau national, nous devons nous démarquer des partis ! ». Ecologie 78 prétend, en majorité, du moins pour le moment, se situer en deça des partis ; « au-dessus », pensent certains. Cette position entraîne qu'il leur faille tenter de développer le mouvement en lui-même et ne pas se culpabiliser au cas où, ayant laissé aux électeurs « verts » la liberté de vote au second tour, il manquerait 4 ou 5% de voix à la gauche pour accéder au Pouvoir »... Diaz, de Bordeaux poursuit : « Au gouvernement, il faut dire : « Vous faites des papouilles aux vieux, pourquoi pas aux écolos ? Et si la gauche veut passer, qu'elle nous fasse quelques grâces, elle en accorde bien aux militaires ! »

A cette fin, Ecologie 78 devra définir un certain *nombre de « points d'intransigeance », qui seront l'axe de la Charte*. Devant les partis et, en particulier, ceux de gauche, ils affirmeront ceux-ci comme des préalables à toute discussion. C'est entre autres, l'objectif de la rencontre de Montredon, puisque, mise à part *une position de principe anti-nucléaire*, ces préalables restent à préciser. A partir de là, c'est-à-dire d'un accord pour bloquer le programme nucléaire, la discussion a vu s'opposer deux sensibilités : *les uns sont partisans de ne participer aux élections que sur la base de l'anti-nucléaire ; les autres désirent élargir le débat à l'ensemble des problèmes écologiques.*

Les premiers raisonnent volontairement dans le court terme ; leur souci est avant tout l'arrêt immédiat des programmes nucléaires, civil ou militaire. Ils se méfient de « l'engrenage politique » dans lequel pourrait tomber le mouvement. Isabelle Cabu s'explique : « On ne va aux élections que pour faire passer la question anti-nucléaire ; en ne présentant que des candidats anti-nucléaires, on a des chances de limiter les risques de récupération... ». Un autre : « Ce programme nucléaire, de toutes façons, résume à lui seul tout le système en place ; à travers lui, on atteint l'ensemble des problèmes ». Ça n'exclue pas qu'il faille définir un projet de société, mais qui ne figurerait pas dans la plate-forme Eco. 78 : « La définition, aujourd'hui, d'un projet global ne pourrait être conçue qu'à la place des gens... ».

Les seconds croient à une vocation majoritaire de l'écologie : « On parle de la montée du P.S. Mais qui draine les foules ? Les rassemblements P.S. ou les rassemblements écologistes ?». Ils ajoutent : « L'écologie doit prendre en charge le maximum de questions, présenter un programme complet... Tout le monde, sur le fond, est d'accord avec les écologistes. Simplement, les gens estiment qu'appliquer nos propositions n'est pas possible. Démontrons le contraire ! Ce jour-là, nous laisserons derrière nous la gauche et la droite. »

PERTURBATIONS DANS UN CIEL PRESQUE SEREIN

La parole est à Gilles, le copain docker de Saint-Nazaire... C'est notre première prise de parole ; on la lui accorde normalement.

« Une élite s'est réunie ici... Nous vous avons écouté, c'est comme dans les partis, certains font entre eux leur petite cuisine et on décide à la place des travailleurs !... Je travaille sur les docks à St-Nazaire. Le problème numéro 1 des travailleurs, c'est celui de l'emploi – plus exactement, d'un salaire pour survivre ; la plupart des entreprises sont en difficulté, ça licencie... Le seul avenir, malheureusement, c'est la vente d'usines « clé en main » et la fabrication pour le nucléaire (à Dubigeon). Plus guère de commandes de pétroliers pour les ouvriers des chantiers... Je vous demande : devant cette réalité, que disent les écologistes, quelle lutte est menée ? »

Il continue : « Tant que, au nom de la sauvegarde du salaire et de l'emploi, on ne pose pas aux travailleurs le problème du choix de la production, et qu'on n'apporte pas quelques solutions pratiques leur permettant de contester l'orientation de leur propre production sans menaces constantes sur leur survie économique, les discours écologistes resteront lettres mortes !... La première des choses est de créer les conditions permettant aux travailleurs de faire face aux problèmes écologiques.

Dans une seconde intervention, il précise : « La lutte pour la seule garantie du salaire et de l'emploi met les travailleurs en concurrence les uns avec les autres. L'idée d'un revenu dissocié de l'emploi est une des conditions d'un mouvement social de rupture, à partir de quoi ils pourraient collectivement décider de leur production, éliminer le nuisible ou l'inutile – ou, tout au moins, participer largement au sabotage de ce qui est jugé tel... Pour notre part, nous ne considérons pas l'écologie comme un secteur indépendant au sein de l'actuel mouvement de masse. C'est pourquoi nous ressentons la séparation entre les conceptions que vous développez ici – et les aspirations de ce mouvement ; car, lui se situe, consciemment ou non, contre la production capitaliste et ses effets destructeurs... Les travailleurs n'ont pas attendu les écologistes pour s'efforecer de changer de rapports de production, destructeurs de leur propre vie ! Ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui, la restructuration accélérée et la crise du capitalisme, pose le problème écologique de façon aigüe, au point de porter atteinte aux bases mêmes de la reproduction des classes privilégiées ».

Dès la fin de la première intervention, on assiste à de grands remous ; et pourtant cette intervention n'a rien eu de particulièrement subversif.

« Nous sommes ici, non pour faire la révolution, mais pour préparer les élections ! », envoie le dénommé Diaz. Et il poursuit : « Etes-vous prêts, vous, ouvriers de Saint-Nazaire, à faire la révolution dans les 48 heures ?...

N'importe quels arguments nous sont envoyés pour repousser le problème que nous avons soumis à l'assemblée : « Ce n'est pas le sujet que nous devons traiter ici, ... il y a là des gens qui interviennent, mais qui ne représentent rien ! Qui sont venus par hasard...» Ça fuse dans tous les sens ! A court d'arguments, ils décident de reporter ce débat « essentiel », à la fin de la rencontre... On sait ce que ça signifie.

Par la suite, ils tentent de repousser notre tour de parole. Pourtant, Maurice, un copain des P.T.T., finit par l'obtenir : « Je suis syndiqué à la C.F.D.T., ... Nous ne sommes pas des écologistes, mais ces problèmes sont pour nous fondamentaux... Vous refusez à vous situer sur le terrain réel, celui de la lutte des classes... » Masson lui répond aussi sec : « Moi aussi, je suis à la C.F.D.T., et ici, nous sommes la plupart des travailleurs ! ».

écologie

Et ça repart de plus belle. Cette fois, ils nous refusent carrément la parole. Du coup, on la reprend d'autorité... Pas pour longtemps : de commun accord, ces messieurs lâchent la réunion et, pour une bonne moitié, quittent les lieux du drame.

C'est alors qu'avec ceux qui restent, démarrent une série de discussions en petits groupes. le ton est à l'explication ; les plus acharnés tout à l'heure à nous faire taire, tentent cette fois de se justifier : « Oui, c'est juste ce que vous dites, mais ne croyez pas que nous n'en avons pas tenu compte... Au Havre, il y a eu une histoire de « boues jaunes », nous avons proposé avec les travailleurs de la boîte, des solutions techniques et elles ont été reprises par l'usine... ». A les en croire, il n'y a eu aucun problème.

Il est clair que les Lebreton, les Masson, les Lalonde, ne sont pas restés là pour nos seuls beaux yeux ! Ils n'ont en effet pas grand chose à dire sur les questiosn que nous avons soulevées. C'est en quoi, Éco 78 a préféré auto-saborder sa rencontre plutôt que d'avoir à prendre position sur elles. Toutefois certains d'entre eux, jusque là silencieux, se mettent à soutenir nos positions...

Lalonde se tient coi, il opte apparemment pour la prudence ; après tout, il a assez d'appui dans chaque groupe. Avec un petit air tristounet, il nous sort : « Moi, tu sais, je ne suis qu'un pisse-copie ! ». Lebreton, lui, n'hésite pas à préciser ses positions : « Le capital, la lutte de classes, ce sont des notions dépassées, c'était valable au 19e ... Vous voulez l'égalité économique ? Personnellement, je n'y suis pas favorable ; je pense qu'il est souhaitable de réduire l'éventail des salaires, je suis pour un rapport de 1 à 4... ».

On a affaire à des gens qui nient la lutte de classes et se posent en experts. En tous cas, pour bon nombre d'entre eux. Ça ne les empêche pas de renvoyer aux calendes grecques les problèmes de l'emploi et de l'orientation de la production !

Il y en a qui ont compris la faiblesse d'une telle position. C'est par exemple, Jean-Marie Müller, le penseur du M.A.N. On sait que les hautes instances du Mouvement d'Action Non-Violente visent à influencer les conceptions des P.S., P.S.U., et C.F.D.T., en ce qui concerne le refus du nucléaire, le recours à une stratégie de la défense nationale de type non-violent et « populaire ». Ces divers points sont repris par Müller dans un texte récent, intitulé « Vers un Front Commun pour le Socialisme Éco-gestionnaire ». Celui-ci a servi de base de discussions à un débat organisé par le M.A.N., le mardi 16 août, au Larzac (une terre féconde, ce Larzac !). A la différence de la plateforme d'Éco 78, il propose – à propos des Législatives – Une intervention au sein même de la gauche. Tout en plaidant pour une union de toute la gauche, il ne la conçoit pas comme un ralliement pur et simple au Programme Commun, on s'en douterait ! Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'après une première partie où sont exprimés les désaccords avec les conceptions de la gauche patentée, mais selon une optique d'Union Sacrée « populaire » où fait défaut toute référence à la lutte des classes, il critique Éco 78 à partir d'arguments qui empruntent à celle-ci : « L'accent exclusif mis sur les exigences de l'écologie, présente le grave inconvénient d'occulter d'autres aspects de la vie politique qui sont pourtant essentiels. Ainsi contrairement à ce qu'affirment généralement les écologistes, la lutte de classes n'est nullement dépassée ». Tous les coups sont bons, en période électorale ! Que notre théologien de la « non-violence » ait recours à un discours opportuniste pour s'imposer en concurrent des écologistes, là n'est pas l'important; il nous y avait habitués ! Ce qui compte, est qu'il a senti la faille. Et qu'on a débattu de cette faille, entre gens du M.A.N., du P.S.U. et de l'O.C.T., dans une bergerie du Causse ; qu'un projet électoral concurrent de celui d'Éco 78 a été établi...

Tout cela pour dire qu'en critiquant ici cette dernière, nous ne voudrions pas faire le jeu des premiers !

AUTREFOIS, LES BERGERIES DU LARZAC ABRITAIENT DES MOUTONS, AUJOURD'HUI, ELLES REDEVIENNENT DES PANIERS DE CRABES !

Herve : « Il faut être clair, on va gagner les élections ! ».

Diaz : « Nous devons mener un politique « opportuniste », au bon sens du terme, pour faire avancer des idées favorisant les luttes locales... », et encore : « On ne nous prendra en considération que si nous avons des voix ; il faut nous vendre chèrement ! mais il ne faut pas mollir sur les principes ».

Sous-électoralisme de sous-préfecrure, c'est un peu l'impression qu'Éco 78 nous a laissé de ses calculs. Témoin cette suggestion de Lebreton, en fin de journée : « Pour trouver le bon ton, je verrai bien que chacun de nous rédige un texte de deux pages, « les deux pages de l'électeur » ; on sélectionnerait ensuite celui qui serait le plus à même de sensibiliser l'électeur-type » ... L'écologie de Mme Soleil, on y arrive !

Revenons à plus sérieux. Le refus de se placer sur l'échiquier droite / gauche et le fait de rejeter toute négociation, même avec la gauche, sur « les points d'intransigeance » de la charte, n'élimine en rien le piège de l'électoralisme, pas plus qu'il n'assure au mouvement une autonomie politique réelle. Même en bénéficiant d'un consensus populaire effectif, permettant de ramasser des voix « à droite et à gauche », cette démarche entraîne un « maquignonnage » avec les partis. Le pouvoir de pression qu'en particulier, Éco 78 peut avoir sur la gauche, ne tient qu'en contrepartie d'apporter à celle-ci des voix abstentionnistes, des voix de la droite et de déplacer ainsi l'habituelle ligne de partage des eaux droite / gauche (par désistement au second tour). Cinq à 10 % de voix en ballotage suffisent pour mener ce jeu.

Il n'en reste pas moins que, se plaçant sur le terrain électoraliste, leurs interlocuteurs privilégiés sont les partis, dans leur course vers le pouvoir. Par eux-mêmes, ils n'auront aucun pouvoir de décision et seront contraints de s'en remettre à ceux-ci pour promouvoir une éventuelle réorientation de la production. La seule chose qui leur sera permise sera de négocier dans de meilleures conditions l'usage de procédés moins polluants avec une fraction moderne du patronat. Ce qui par contrecoup pourrait renforcer la position concurrentielle de certains secteurs multinationaux et favoriser l'essor de la très rentable industrie anti-pollution !

C'est en réalité, d'un point de vue écologique, un faux problème que de se situer sur le seul plan des institutions politiques. Que le clivage gauche / droite traditionnel soit modifié par l'apparition d'une alternative sauvegarde / destruction de l'environnement, ne modifie pas fondamentalement les règles du jeu social !

Gilles, à ce sujet, donne sa position : « Sur quels critères quelqu'un est-il de droite ou de gauche ? Il y a des patrons qui entrent au P.S. Témoin, celui de Caravelair, qui vient de licencier 650 gars ! Cette distinction ne signifie rien. Ce qui importe, c'est la rapport de classe... ». « Le mouvement social est seul capable d'assumer une rupture réelle, les seuls pouvant arrêter la production sont ceux qui la font ! » Aucun marchandage avec la gauche, même en position de rapport de force, ne permettra de mettre fin à la concurrence entre travailleurs et de développer des luttes de rupture au niveau de la production. Aucun programme antisalarial ne peut être actuellement repris par la gauche. La réticence à se confronter au mouvement social des travailleurs, sur un autre plan qu'électoraliste et légaliste, comme à s'affronter au capital (alors qu'ils disposent d'une audience réelle), prédispose ainsi nos écologistes à faire de leur contestation une source de mystifications. L'expérience de leur participation dans des commissions de travail du Conseil de Paris, aux côtés des Chirac, est encore fraîche : « la naïveté politique » n'est pas une tactique innocente !

Que dire de plus, sinon que le mouvement de masse ne saurait trouver les moyens de son développement et de son extension autonomes, en s'enfermant dans un quelconque système de représentation officielle...

UNE FAÇADE APARTIDAIRE ET ANTI-AUTORITAIRE COMME MÉTHODE D'ACCESSION AU POUVOIR...

Pour exprimer un désir d'une autre société, les écologistes ne sont pas avares de déclarations généreuses. Mais que signifie l'affirmation de la possibilité d'une réduction du temps de travail à 2-3 heures, lorsqu'on refuse d'analyser le capitalisme ? En matière d'organisation : décentralisation, non-spécialisation, rotativité des délégués, assemblées souveraines, sont à l'ordre du jour...

En fait, ces modes anti-autoritaires de fonctionnement n'ont de valeur pratique que si la masse de ceux qui les adoptent ont un minimum de liens, de vécu entre eux ; sans quoi, c'est la désorganisation, l'incohérence. On s'en est aperçu cet été a Malville : devant des meneurs comme Bonhomme, vivant en permanence dans la région et bien au courant des problèmes, ayant une réputation acquise, les délégués « rotatifs » des comités locaux n'avaient guère de poids... et n'avaient pas le temps d'en acquérir en raison même de leur renouvellement rapide et de l'isolement par rapport aux nouveaux arrivants. De toutes manières, rotativité ou pas, les mass-média ont créé aux « pontes » une personnalité de porte-parole qualifiée « des masses » et de représentants crédibles face au pouvoir. Dès lors, ils ne sauraient craindre pour l'instant que le prétendu mode anti-autoritaire de fonctionnement mette en cause leur statut ; bien au contraire, puisque leurs prises de position publiques en faveur d'un tel système a, dans les conditions présentes d'atomisation des gars à l'intérieur du mouvement, l'avantage de leur attribuer des sympathies, tout en leur permettant d'exercer un pouvoir quasi-clandestin.

Les dés sont donc pipés : il n'y a qu'une apparence de fonctionnement anti-autoritaire, mais qui s'efforce de diriger les luttes ou d'en récupérer les acquis.

Ce dualisme est donc plus que le résultat d'une expérience ou d'une incapacité : il est vite devenu un moyen de gouvernement !

Pour preuve le recours de certains dirigeants écologistes à la pratique du « double langage » : en public, on a droit à des envolées radicales, souvent libertaires ; en petits comités, là où se prennent les grandes décisions, c'est la classique discussion politicienne, mâtinée, dans leurs cas, de phantasmes soixante-huitards. Dans le genre, écoutez, bonnes gens, une tirade de M'sieur Brice (tirade à usage interne, entendue à Montredon) : « Il ne faut pas tomber dans le piège des partis. Notre projet de société, on ne peut le mettre en avant sans dire que chacun est autonome, responsable... Toutefois, par rapport a le masse des gens sensibles au problème écologique, il faut constater que dans l'immédiat, nous disposons d'informations dont ils manquent. C'est pourquoi, momentanément, nous avons à nous présenter comme « experts écologiques » ; pour un temps, on va se mettre à la place des gens, afin d'arriver à une situation telle qu'il sera alors possible de déterminer collectivement nos objectifs. Ainsi, pour 78, nous prenons l'initiative de nous présenter comme « spécialistes ». Ça explique qu'aujourd'hui je sois oppose à la définition d'un projet global de société, car cela se ferait à la place des gens... »

La rencontre de Montredon s'est trouvée dans une situation hybride, qui traduit bien cette dualité : officiellement, elle était ouverte (Libe et la G.O. l'avaient annoncée et par ailleurs, le cadre de L.U.P. imposait l'ouverture). Mais il était évident que ceux d'Éco 78 avaient tout fait pour se retrouver entre eux seuls... Craignant l'arrivée de non-intiés, Lebreton avait prétendu le matin qu'en fait la réunion avait lieu, non pas à L.U.P., mais sur les terres de voisins (c'est-à-dire en un lieu privé). D'autre part, à notre arrivée, il nous a été demandé comment on avait appris que la réunion se tenait là ! Ouverte et fermée ! Officiellement, Éco 78 se trouve bien obligée de respecter la règle du jeu anti-autoritaire ; mais dans la pratique, le maximum a été fait pour qu'elle garde un caractère intime. Notre participation inattendue a brouillé les cartes ! Ils ont pris acte de la contradiction : dès l'après-midi, le débat s'est déplacé vers le problème du choix des délégués pour une prochaine rencontre de « travail » et sur la conception de celle-ci. De commun accord, ils ont été partisans de la fermeture ; le prétexte est « l'efficacité technique ». Afin de sauver la façade, il a été clairement décidé que n'y participeraient que des délégués mandatés Pour cadre géographique de la délégation, la Région Administrative a été choisie ! De plus pour donner plus de sérieux au travail, l'assemblée a opté pour 1, au maximum 2, représentants par région...

Il est clair qu'un tel système ne peut favoriser que des délégations de personnalités déjà réputées ; ce qui revient, pour bien des participants de Montredon, à recourir à un système d'auto-délégation ! Par curiosité, l'un d'entre nous a lancé l'idée suivante : chaque région désigne au moins une dizaine de délégués possibles. Après quoi, serait tiré au sort celui qui serait effectivement mandaté par les groupes locaux. L'avantage du procédé est qu'on aurait pas à choisir entre Brice et Lalonde ; cela éliminerait « les auto-délégations de fait »... La proposition n'a pas été retenue.

Bref, la réunion Éco 78 a été remise au 17-18 septembre au Havre. Pour plus ample information, adressez-vous à Gilles Klein. Il sait, il est initié !

TANT VONT LES ÉCOLOS AUX URNES QU'A LA FIN ILS SE GRISENT

S'il y a manifestement à Éco 78 entente sur la participation électorale, si on les voit faire bloc devant des intrus qui posent de mauvais problèmes, il n'en reste pas moins que la course au pouvoir qui anime certains d'entre eux, les placent en situation de concurrence mutuelle. Les tensions ne résultent pas uniquement de divergences stratégiques ou théoriques. Il y a d'autres appétits en jeu ! Un exemple précis : s'il y a eu consensus autour de la participation d'un seul délégué par région, on a bien senti, par contre, que chacun prétendait être l'heureux élu ! Sans parler de la position dominante dont jouissent à Éco 78, les Amis de la terre de Paris et le M.E.R.A., dans la région Rhone-Alpes, position qui jouera aux dépens de groupes minoritaires. Sans parler de la compétition qui risque de se développer entre Éco 78 et la coalition M.A.N.-P.S.U....

QUERELLE PC-PS

QUEL CAPITALISME ?

Jacques Chirac, qui décerne aujourd'hui des brevets de « turlupins », oublie qu'il n'y a pas si longtemps il jouait le rôle de trublion. Lorsque l'ancien premier ministre avait donné sa démission du gouvernement, coupant ainsi la majorité en deux, de multiples interprétations avaient été données sur la discorde entre lui et Giscard.

Solidarité ouvrière avait publié un article pour tenter de montrer que la bourgeoisie n'est pas un bloc homogène, qu'elle est parcourue de contradictions correspondant aux intérêts de couches différentes de la classe dominante qui se battent entre elles pour l'hégémonie dans l'appareil d'Etat.

Aujourd'hui, c'est l'opposition qui est coupée en deux et, encore une fois, les stylos s'activent dans les salles de rédaction pour expliquer les raisons de la discorde : scène de ménage ou divorce ?

Nous n'avons pas les moyens de cacher des micros dans les sièges des partis intéressés, aussi ne sommes-nous pas en mesure de fournir de détails croustillants à nos lecteurs. Comme nous n'avons pas encore fait l'acquisition d'une boule de cristal, nous ne pouvons pas non plus donner des lumières d'une sûreté infaillible sur le dénouement de la querelle PC-PS.

En revanche, ce que nous savons, c'est que ce qui vaut pour la majorité vaut également pour l'opposition : cette dernière n'est pas non plus un bloc homogène ; des contradictions la divisent qui correpondent à des oppositions d'intérêt, et ces oppositions d'intérêt se manifestent par des stratégies politiques différentes, voire même par des projets de société différents.

Dire que PC et PS mènent une lutte d'influence pour le pouvoir, c'est simplement constater un fait. Les deux tendances de la gauche parlementaire, à proximité du pouvoir s'apprêtent à être confrontées à la gestion d'un capital national en situation d'extrême faiblesse, dans le cadre d'une crise mondiale. La polémique qui secoue actuellement l'union de la gauche concerne principalement deux sujets ; la défense nationale d'un côté, les nationalisations et l'austérité de l'autre.

– le Ps explique que la défense (de l'exploitation capitaliste) nationale ne peut se faire que sous la protection nucléaire américaine, ce qui explique que ce parti puisse ne pas être un fervent défenseur d'un nucléaire national ;

– le PC quant à lui réplique qu'accepter la protection nucléaire américaine, c'est perdre son indépendance nationale, en conséquence il faut développer une politique énergétique nucléaire autonome.

Ces deux prises de position ne sont pas de simples divergences d'appréciation secondaires ; elles expriment le degré de liaison du PS avec le capitalisme américain, et le souci qu'a le PC de développer un capitalisme national indépendant.

Le parti socialiste défend une politique où l'intervention de l'Etat coexiste avec un très large secteur de propriété privée. La nationalisation de quelques entreprises importantes, l'obtention – avec indemnisations – d'une majorité d'actions dans un certain nombre d'autres sociétés aboutit à préserver un capitalisme semi-libéral où le contrôle discret de l'Etat assure un maintien raisonnable et harmonieux des profits sans remettre en cause la place de l'économie française dans la division internationale du travail au service du capital américain.

Le projet de société du parti socialiste correspond à une forme très atténuée de capitalisme d'Etat où la concentration de l'appareil de production ne nécessite pas une prise en main complète par l'Etat.

Le parti communiste, par ses origines, son histoire, sa composition sociale n'a pas d'attaches avec les fractions privées du capital ; il est le partisan d'une prise en main maximale de la production par l'Etat, avec élimination des fractions privées du capital et de l'actionnariat. En conséquence il conçoit une répugnance certaine à concevoir la défense nationale dans l'orbite du bloc américain, ses affinités le portant plutôt vers la protection du bloc russe. Les déclarations fracassantes d'indépendance vis-à-vis de l'union soviétique ne doivent pas tromper : jamais le parti communiste n'a remis en question l'essentiel : la politique internationale de l'URSS. Le projet de société du parti communiste est le capitalisme d'Etat dans sa forme non atténuée, un national-communisme défenseur d'un capital strictement national et autosuffisant : ceci explique la position du PCF sur le nucléaire.

Ainsi, si la droite au pouvoir tente de rapprocher d'elle le PS et s'oppose si résolument au PC, ce n'est pas parce que l'un est plus « démocratique » que l'autre, c'est parce que le PS ne remet pas en cause les attaches de l'économie française avec le capital américain, auquel les monopoles et les grandes entreprises françaises sont liées.

Il apparaît donc que la polémique sur les nationalisations, comme la polémique sur la défense nationale, n'est pas une simple escarmouche ; il s'agit de savoir au nom de qui on va faire accepter l'austérité aux travailleurs : les fractions privées du capital français liées avec l'impérialisme américain, ou les couches liées aux bureaucraties syndicales et partidaires, partisanes d'un capitalisme national d'Etat.

Les protagonistes du programme commun vont-ils orchestrer de spectaculaires réconciliations à la veille des élections ? Le parti socialiste va-t-il se rapprocher de la droite libérale ? Le mouvement anarcho-syndicaliste ne s'assigne pas pour rôle de faire de la politique-fiction. Ce qui nous paraît importat, c'est de montrer que Chirac et Giscard, ce n'est pas pareil ; Marchais et Mitterrand ce n'est pas pareil non plus. La droite et la gauche politique ne sont pas interchangeables, elles non plus. Ceux qui s'efforcent de les mettre dans le même sac indistinctement, sont soit des aveugles qui ne voient pas les multiples contradictions qui parcourent la société capitaliste d'aujourd'hui, soit des menteurs qui considèrent que les travailleurs sont trop bêtes pour comprendre qu'il existe différentes méthodes à la disposition de la bourgeoisie pour exploiter la classe ouvrière.

Ce qu'il nous paraît également important de montrer, c'est qu'en dépit des conflits qui opposent les fractions de la droite, les fractions de la gauche, ainsi que la droite et la gauche entre elles, la société d'exploitation subsistera ; nous continuerons à produire huit ou neuf heures par jour des produits inutiles dont seule une publicité intensive et manipulatrice peut nous convaincre que nous en avons besoin ; nous continuerons à gaspiller la matière et l'énergie, à nous empoisonner, à nous irradier, à construire des cage où on nous enfournera des milliers de familles ; pour preuve, cette déclaration de Michel Rocard, invité au début de mai dernier par le Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprises : « Nous, socicalistes, souhaitons le renforcement des organisations patronales ». A quoi Georges Marchais avait répondu d'avance, dirait-on en déclarant au cours d'un forum organisé en avril par le journal patronal l'Expansion : « Le parti communiste existe depuis 60 ans ! Depuis 60 ans, il y a des cellules d'entreprise. Nous en avons maintenant 10 000. Qu'est-ce que cela a changé ? »

Le parti communiste prétend demander au PS des « garanties » concernant l'application du programme commun après les élections. Les travailleurs quant à eux n'ont aucune garantie à attendre de qui que ce soit sinon d'eux-mêmes.

CFDT:

JOUER LA CARTE DU P.S.?

Edmond Maire est-il un fouteur de merde ? Telle est, résumée, la question que n'ont pas manqué de se poser les journalistes en mal de copie, le 17 août 1977, après la publication par « Le Monde » d'une interview retentissante. Prétendre, en plein actualisation du Programme Commun, au milieu des controverses de plus en plus tirées par les cheveux, que « l'impasse est faite sur les problèmes essentiels » ne manquait pas, il faut le dire, d'une certaine candeur désobligeante.

On doit reconnaître que la C.F.D.T. est aujourd'hui la seule organisation ouvrière de masse à avoir pris résolument le parti de l'opposition au nucléaire civil et militaire, même si ses positions restent abstraites, comme son attitude à Malville l'a démontré. En refusant l'emploi de la violence de masse, les dirigeants de cette centrale sont appelés à connaître bien des désanchentements ; un jour ou l'autre, ils seront dénoncés somme opportunistes...

Au détour d'une phrase, le lecteur attentif était quand même surpris d'apprendre que « ceux qui ne sont pas persuadés de la nécessité du recours à l'énergie nucléaire » étaient invités à rejoindre aux aussi la vertueuse cohorte des indignés – signe sans doute du combat d'arrière-garde de quelque bonze rédacteur de la C.F.D.T.

A propos des revenus des travailleurs. Edmond Maire explique : « Si l'on veut augmenter massivement le S.M.I.C., les prestations familiales et de vieillesse, et si l'on veut en même temps éviter l'inflation, il ne suffit pas pour financer ces mesures d'imposer le capital et les grosses fortunes. La redistribution doit être plus large. Il faut opérer des ponctions très importantes sur les revenus élevés et freiner l'évolution des revenus moyens ».

Ponctions ! Le mot est lâche ! En une soirée, la C.F.D.T. recouvrait sa réputation d'antan : une organisation syndicale aux positions dures. A ce niveau de l'exposé, il faut apporter quelques précisions. Depuis 1974, le rythme de développement de la C.F.D.T. plafonnait – pour ne pas parler de baisse réelle – . Si les effectifs de cette centrale progressent lentement, sa capacité de recrutement des jeunes s'est effilochée en l'espace de trois ans. Quand on y regarde de près, l'explication est simple. En jouant à fond la carte du P.S., les dirigeants de la C.F.D.T. se sont laissé progressivement engluer dans la mouvance du Programme Commun. La C.F.D.T. devenait de plus en plus « réaliste », c'est-à-dire de moins en moins différente de la C.G.T.

Légalisme (qu'on se souvienne des positions confédérales sur l'armée), propagande électorale, lutte contre les extra-parlementaires (basistes et autres « coucous ») et unité de plus en plus contraignante avec la C.G.T. ont découragé petit à petit les militants entrés à la C.F.D.T. dans la foulée des grèves de 1968 et de 1971, sur la base de l'autonomie dans la pratique syndicale. Précision importante : ce sont justement ces militants qui ont « fait » l'implantation et la croissance de cette centrale. En les réprimant, la direction syndicale s'est fait du tort ; elle a perdu sensiblement son image de marque.

Avant l'accord interconfédéral de juin 1974, l'unité avec la C.G.T. pouvait se résumer par la formule « unité conflictuelle ». La direction stalinienne de la C.G.T. était obligée de se démasquer, et un nombre de plus en plus important de travailleurs pouvaient alors constater la politique petite-bourgeoise et conservatrice de cette dernière. Depuis 1974, l'unité d'action interconfédérale s'est faite bien souvent sur les bases C.G.T., d'où les conséquences que l'on sait sur la réputation et la croissance de la C.F.D.T.

En mettant carrément les pieds dans le plat, Edmond Maire marque donc un coup d'arrêt très net de cette politique. En s'en prenant aux revenus élevés des professions libérales, des gros commerçants, des exploitants agricoles et des cadres, il place en priorité la lutte contre les inégalités aujourd'hui et demain. Outre que de telles positions reviennent à attaquer vertement la base sociale du P.S., elles constituent un garde-fou contre les tendances typiquement staliniennes et social-démocrates, à donner la priorité à la bataille de la production sur la bataille contre les inégalités.

Mais ce coup d'arrêt n'est que provisoire, dans la mesure où les liens politiques entre le P.S. et la C.F.D.T. ne sont pas remis en question. Si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que les positions rappelées brutalement par Maire ne sont pas nouvelles du tout. Pour les anarcho-syndicalistes militants dans cette centrale, l'enjeu est clair : le direction confédérale, sans modifier en quoi que ce soit ses positions politiques et ses alliances, et en se faisant l'expression des inquiétudes de la base, tente d'infléchir les positions du P.S. dans le conflit qui l'oppose au P.C.F. Que le Parti Socialiste apparaisse de plus en plus comme le parti des cadres et des professions libérales, voilà qui ennuie fortement la direction de la C.F.D.T.

Les militants révolutionnaires ne doivent pas s'y tromper. L'attitude actuelle de la C.F.D.T. est opportuniste ; elle appellera les travailleurs à soutenir la gauche, même si cette dernière n'apporte aux travailleurs aucune garantie réelle de pouvoirs nouveaux. La logique de la C.F.D.T. se situe à l'intérieur de la gauche parlementaire, même si ses militants ont adhéré sur des bases extra-parlementaires. Cette contradiction entre base et direction explique l'aspect convulsif et clair-obscur des positions officielles de la confédération.

Permanence région parisienne :
le mardi de 17 h à 20 h 30.
21, rue Jean-Robert, Paris-18e
metro Marx-Dormoy

★

Region Aquitaine, ecrire :
« Solidarite ouvriere »
7 rue du Muguet 33 Bordeaux

Abonnement : un an : **15 F**
Abonnement de diffusion, un an,
5 exemplaires par mois : 75 F
10 exemplaires : 130 F
20 exemplaires : 250 F

★

Adresser toute correspondance et fonds pour abonnements et soutien à :

D. VAÇULIK - B.P. 40
77340 PONTAULT-COMBAULT

Ne pas mentionner « Solidarite ouvriere ».

N° CPPAP : 130 D73

Directeur de la publication
GEORGES YVERNEL

Imprimeurs Libres - Paris 20ème - 366 91 53